numéro 23 - hiver 2009

Cause Commune

Journal anarchiste www.causecommune.net

D'une crise à l'autre...

... logement
... pauvreté
... emploi



Cette année encore, le FRAPRU récidive et publie son Dossier Noir «Logement et pauvreté au Québec». Cette brochure, qui tente de montrer le vrai visage de la «belle province», révèle des chiffres préoccupants à défaut d'être surprenants. On apprend entre autres que les locataires ont, en moyenne, un revenu 16,6% plus bas qu'en 1981(toutes proportions gardées). Pendant ce temps, le loyer a augmenté bien au-delà du coût de la vie. Le coût des logements est tellement élevé que cela se manifeste par une augmentation importante du nombre de recours pour non-paiement introduits par les proprios à la Régie du logement : 14,4% depuis 2001. De 1995 à 2004, le nombre d'évictions à Montréal a même augmenté de 120%!

Bien entendu, ce sont toujours les femmes qui sont les plus mal logées de la société : 40% des ménages ayant une femme comme principal soutien consacrent plus du tiers de leurs revenus pour se loger, contre 31% chez les hommes. Si la situation s'est légèrement améliorée pour les familles, elle s'est détériorée pour les personnes seules. L'âge, l'état de santé, le fait d'être immigrantE ou autochtone sont d'autres facteurs qui fragilisent les conditions de logement.

La crise du logement du début des années 2000 a profondément marqué les conditions de vie des locataires. Les propriétaires ont augmenté les loyers de façon abusive et continuent de le faire (27% d'augmentation entre 2000 et 2008), mais sans pour autant accompagner ces hausses de travaux permettant d'améliorer la qualité des logements. En fait, le parc de logement locatif se dégrade et bien des locataires doivent endurer des situations inacceptables parce que leurs proprios ne pensent qu'à faire des profits !

La résistance des locataires, vers de nouvelles luttes !

Le FRAPRU a adopté, lors de son dernier congrès, un plan d'action dans lequel il invite tous ses groupes membres à mener des actions de socialisation d'immeubles. De l'aveu même du regroupement, il s'agit d'un plan d'action ambitieux. L'objectif est de mener des campagnes directement dans les quartiers pour convertir des logements privés, parfois insalubres, en logements sociaux neufs ou rénovés. Qui dit socialiser, dit aussi : fini les proprios harceleurs, négligents, profiteurs et abuseurs ! Plus que le logement, c'est une nouvelle vision du développement urbain qui est proposée. Grâce à un effort collectif et démocratique, les locataires se réapproprieront leurs quartiers et leurs villes pour les développer à leur image. On inverse ainsi le processus de gentrification. Plutôt que d'être convertis en condos, les logements privés seront transformés en logements sociaux accessibles et à loyers modiques. Parions que les chambres de commerce et les associations de propriétaires feront tout pour stopper ce qu'elles verront comme une attaque en règle à leur vision du développement urbain.

Pour y arriver, nous devrons nous regrouper afin de revendiquer de la part des gouvernements plus d'argent pour le logement social. En temps de crise, les politicienNEs ont de l'argent à donner à gauche et à droite (plus à droite, par contre!). Soyons assez fortEs et déterminéEs pour obtenir les fonds nécessaires à la socialisation du parc locatif. Revendiquons le droit et les moyens de socialiser tous les logements. Tant qu'ils seront aux mains du privé, les logements seront une source de problèmes pour tous et toutes.

Étendons la socialisation, une voie vers la révolution!

Les membres de l'UCL entendent bien appuyer et participer à ces luttes. Nous saluons les efforts soutenus du FRAPRU pour la mobilisation et la défense du droit au logement. Si il faut accentuer le financement de nouveaux logements sociaux, la solution à long terme pour contrer la pauvreté, c'est de se débarrasser du capitalisme. La socialisation est une voie pour y arriver. Nous espérons que cette campagne incitera d'autres mouvements sociaux à faire de même. Pourquoi pas une campagne pour la socialisation des moyens de production ?

Perspectives libertaires

La crise : matin, midi et soir...

Depuis quelques temps, on nous sert la crise à toutes les sauces : qu'elle soit climatique, alimentaire, financière ou économique, elle goûte toujours aussi mauvais. Faut croire qu'on veut nous mettre sur un mode « survie » à entendre les spécialistes de toutes sortes parler dans les journaux et à la télé. Être sur le qui-vive de manière permanente : perdre son emploi, ses économies, son toit, bref, ne plus penser à autre chose que de s'en sortir.

Pourtant, c'est dans mon assiette que j'ai vu la crise arriver. Sournoisement, les prix de mon épicerie ont monté en flèche : fini les paquets de spaghetti à .99$, maintenant c'est 1.49$, fini les chips à 1.99$, maintenant c'est 2.99$ et ainsi de suite pour le yogourt, le pain, la farine… bref, pas des objets de luxe, mais ce qu'on est obligé d'ingurgiter pour continuer à vivre. Verra t-on bientôt les Dollarama agrandir leurs sections alimentaires?

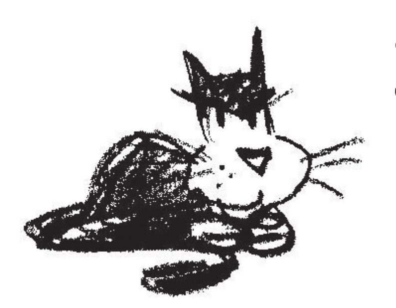
On disait, au printemps dernier, que c'était à cause du prix de l'essence, mais depuis ce temps là, le prix est redevenu « normal ». La nourriture fait en moyenne un voyage de 4200 km selon l'organisme Équiterre. Un voyage que la plupart des gens ne pourront jamais se payer. Pourtant, aucun prix n'a baissé à l'épicerie du coin. Pendant ce temps là, à quelques kilomètres d'ici, nos producteurs locaux sont pris à la gorge par les prêts qu'ils doivent rembourser. Puisque pour survivre au « libre-marché », ils ont dû rendre leurs fermes plus productives et en faire de vraies usines.

Puis, on nous a dit que c'était la dévaluation du dollar canadien: aller acheter des denrées à l'autre bout du continent alors que notre piastre vaut moins, ça coute plus cher!

Depuis l'an dernier, il y a 7 % de plus à payer et si on calcule depuis 2002, c'est 40% d'augmentation sur les produits alimentaires. Si au moins nos salaires montaient aussi vite que ça : et ce n'est pas les 50 sous d'augmentation du salaire minimum qui vont nous aider. On peut aisément comprendre que les réserves des ressources d'aide alimentaire soient vides puisque de plus en plus de gens comptent sur celles-ci pour bouffer.

Certains produits alimentaires tels que les céréales, le riz et le café, sont transigés à la bourse, côtoyant le pétrole, le charbon et le fer. Toute notre alimentation et le prix qu'on paye pour celle-ci est contrôlée par une minorité, une minorité qui ose appeler ça le « libre-marché ». Liberté pour eux de faire ce qu'ils veulent… Vraiment, peut-on avoir confiance en des gens aussi peu scrupuleux qui ne cherchent qu'à faire du profit?

Alors qu'une des choses les plus importantes de notre existence est complètement hors de notre contrôle et que visiblement ils nous feront payer toujours plus cher, il est grand temps de renverser la marmite.



L'anarchie de A à Z
«V» comme Violence étatique

Dans son livre «Le savant et le politique», le sociologue allemand Max Weber a très bien décrit le rapport que l'État entretient avec la violence. Selon Weber, l'État moderne s'est approprié «le monopole de la violence physique légitime». C'est même l'une des conditions de sa survie. On le sait, les appareils répressifs (la police, l'armée, le système carcéral) sont sous le contrôle exclusif de l'État. Celui-ci utilise leur force pour préserver l'ordre social sur son territoire. Mais comme l'État est sensé représenter le «bien commun», on finit par penser que la police et l'armée sont au service de la population… C'est du moins ce qu'on tente de nous faire croire. Là où règne l'inégalité, l'appareil de répression a un rôle bien précis à jouer : préserver les privilèges d'une minorité par tous les moyens nécessaires.

Dans une société comme la nôtre, les forces policières sont là pour s'assurer que nous comprenions bien qui détient le pouvoir. Pour bien des gens, il ne s'agit que d'un simple rappel. Cette forme de contrôle social est presque superflue : leur soumission est déjà acquise. Mais pour les autres, pas besoin de préparer la révolution pour subir les assauts policiers : il suffit de s'objecter lorsqu'on nous demande de «circuler», d'être de la mauvaise couleur, d'habiter le mauvais quartier, de perdre son emploi et de manifester pour le conserver. La violence arbitraire de l'État nous attend au moindre faux pas. Mais l'État n'est plus seul à punir en toute légalité. En cette période de libéralisation à outrance, le privé a pris la relève en matière de «sécurité» et assure en sous-traitance des fonctions traditionnellement prises en charge par la police ou l'armée.

L'ordre public s'accommode bien de l'injustice et de l'oppression. Les forces répressives servent à maintenir la répartition inégale des richesses et du pouvoir. Certains s'objecteront : nous vivons dans une société libérale et démocratique, pas dans un régime fasciste. Soyons plus clair : dans cette soi-disant «société de droit», l'appareil répressif est là pour faire respecter le seul droit qui compte, celui du plus fort. Un jour ou l'autre, les injonctions des tribunaux, la loi des boss et des proprios, les décisions prises par en haut ont besoin d'être imposées par la force. Pas une grève sans police. Pas une manif sans police. Pas un blocage sans police. Et quand la pression monte d'un cran, comme à Oka en 1990, on voit ce dont l'État «démocratique» est capable en temps de crise : suspension des libertés civiles, arrestations préventives, promulgation de la loi martiale. Feu à volonté…

Selon Max Weber, «s'il n'existait que des structures sociales d'où toute violence serait absente, le concept d'État aurait alors disparu et il ne subsisterait que ce qu'on appelle, au sens propre du terme, l'anarchie». Comment se fait-il que dans la langue de tous les jours, les termes «anarchie» et «violence» se retrouvent si souvent côte à côte? Pour plusieurs, la disparition de l'État signifierait le chaos pur et simple et l'irruption de la violence de tous contre tous. C'est ce qui arrive généralement quand un État en attaque un autre pour piller ses ressources et asservir sa population. Le projet anarchiste n'a rien à voir avec cela. Nous cherchons à remplacer le système actuel par une société communiste et libertaire. Cette transformation radicale de la société suppose une résistance soutenue contre les diverses formes de domination qui freinent notre libération. Autant dire qu'en chemin, il nous faudra affronter l'État et son régime de violence institutionnalisée. D'ici là, il faut soutenir la lutte contre le harcèlement et la brutalité policière et refuser de se laisser piéger par les discours moralisateurs condamnant d'avance toute forme d'action sortant des cadres pré-établis par nos maîtres. On a raison de se défendre… et de se révolter!

Naissance de l'UCL

S'organiser pour changer le monde

Les 22 et 23 novembre dernier, des militantEs ont donné naissance à l'Union communiste libertaire (UCL). En une décennie de lutte, notre courant a eu le temps d'expérimenter et de maturer dans, mais aussi hors de la Fédération des communistes libertaires du Nord-Est (NEFAC). Le temps d'un bilan et d'une réorganisation tenant compte de cette expérience était venu. Plus qu'un changement de nom, l'évènement marque une étape importante dans le développement de la gauche libertaire au Québec.

Les acquis de la NEFAC

Globalement, nous tirons un bilan positif de l'expérience de la NEFAC. La fédération a le mérite d'avoir mis l'idée d'organisation anarchiste sur la carte et d'avoir permis de rompre avec une certaine culture de l'informel (fonctionnement antidémocratique, financement aléatoire, etc.). Mais le plus important est que nous nous donnions enfin le droit de sortir de notre guetto radical pour agir dans la société et les luttes sociales «mainstream». Fini la crainte absurde de la «contamination réformiste».

La NEFAC, en tant que fédération regroupant des collectifs des deux côtés de la frontière, avait toutefois atteint ses limites depuis un certain temps déjà. Les différences socio-politiques importantes existant entre le Québec, l'Ontario et les États-Unis rendaient impossible le développement de plans d'action cohérents et très ardu le développement théorique. Depuis le reflux du mouvement antimondialisation, l'organisation fédérale avait globalement régressé au stade de réseau de discussion. Concrètement, l'Union régionale du Québec formait une organisation dans l'organisation depuis plusieurs années déjà. C'est pour régulariser la situation et passer à l'étape suivante qu'une refondation était devenue nécessaire.

l'Union fait la force



Dès le départ, les groupes québécois de la NEFAC ont opté pour un processus de refondation large. Une ouverture aux régions et aux militantEs sociaux a été exprimée avec force. Des assemblées ont eu lieu aux quatre coins de la province pour discuter d'anarchisme organisé et des perspectives d'action. Cela a porté fruit puisque la nouvelle organisation compte des groupes dans les villes de Montréal, Québec et Sherbrooke mais également à Drummondville, Saint-Jérôme et à Saguenay ainsi que des liaisons dans quelques autres localités comme Trois-Rivières. À terme, l'UCL a l'ambition de s'étendre à toutes les régions du Québec…

L'UCL ne reprend donc pas exactement là où la NEFAC en était. En fait, une certaine «mise à jour» des principes et des pratiques s'est opérée. Ainsi, un élément féministe clef, «le privé est politique», a été ajouté aux principes de notre plateforme organisationnelle, sur un pied d'égalité avec l'unité théorique et tactique, la responsabilité collective et le *Suite en p.3*

Livre : L'Hydre aux mille têtes
L'histoire cachée de l'atlantique révolutionnaire

« C'est l'histoire de l'exploitation et de la résistance à l'exploitation, de la façon dont la sueur des corps fut dépensée. C'est l'histoire de la coopération entre différentes sortes de personnes en vue de défendre des objectifs de profits et de survie pourtant très différents. Et c'est l'histoire des modes de vie alternatifs et de l'usage officiel de la violence et de la terreur pour les soumettre et les détruire, pour vaincre l'attachement populaire à la liberté et à la pleine jouissance des sens »

Hercule, héros de la mythologie antique, symbole de la force et de l'ordre, représente, aux yeux de certains penseurs de la modernité, l'expansion capitaliste, le développement et le progrès. Il fut invoqué afin de donner au capitalisme un caractère presque divin. Face à lui, sa radicale opposante, irrécupérable : l'Hydre aux mille têtes, ce monstre vaincu par Hercule lors des douze travaux aux termes desquels il conquit la divinité. L'Hydre est le symbole du désordre et de la résistance à l'instauration de l'État moderne et du marché capitaliste. Tout comme les têtes multiples de la bête, la menace multiforme à l'autorité réapparaît à tout moment dans l'histoire, chaque fois poussée par la même volonté d'émancipation, par les mêmes revendications égalitaristes et libertaires.

Le concept de l'Hydre est évidemment utile pour donner du relief aux faits et gestes de la foule anonyme, à la multiplicité des relations solidaires et aux luttes populaires. Il incarne ce combat épique qui eut lieu du XVI[e] au XVIII[e] siècle, cette lutte menée par le prolétariat transnational en formation contre l'exploitation et l'oppression qu'on lui imposa par la violence.

En libérant cette histoire des États qui l'enferment dans leur version officielle et édulcorée, Marcus Rediker et Peter Linebaugh dessinent de nouveaux contours à cette foule métissée et multilingue. Solidaire dans l'émeute et l'insurrection, le métissage des peuples est parfois des plus surprenant; on pense ici aux Jacobins noirs haïtiens, aux « Irlandais noirs » de Jamaïque ou encore à ces pirates sans patrie formant des équipages multicolores et multilingues.

Loin des « grandes » épopées politiques et militaires, ce récit porte un éclairage singulier sur l'histoire de l'Occident. En nous plongeant dans cette histoire des tavernes crasseuses, des ateliers malpropres, des rues de boue, des bateaux de pêcheurs, L'Hydre aux milles têtes fait revivre un peu ces multiples complots contre les autorités, ces émeutes spontanées, ces nombreuses mutineries, ces combats de rue, etc. Bien entendu, ce récit n'a pas de prétention totalisante. Il ne dévoile pas tous les faits et gestes des trois siècles vécus par cette multitude bigarrée. Parmi les millions d'histoires et de personnalités possibles à exposer, il présente celles des acteurs incarnant le mieux la souffrance et la révolte de leurs contemporains. La vie de marin du début du 17[e] siècle est ainsi personnifiée par les naufragés du Sea-Venture, les servantes du milieu du 17[e] siècle par Francis, la servante moricaude, et la conspiration de New York (1741), par une relation amoureuse entre John Gwin, un ancien soldat, et « Negro Peg », une prostituée.

Cette histoire est celle du peuple, de ses révoltes et de ses échecs. Elle est un incontournable témoignage des tumultes qu'il peut provoquer lorsqu'il déserte la captivité tranquille de l'obéissance et de l'assujettissement.

Marcus Rediker et Peter Linebaugh, *L'hydre aux mille têtes: l'histoire cachée de l'atlantique révolutionnaire*, Éditions Amsterdam, 520 pp.



Cause commune est le journal de l'Union communiste libertaire (UCL). 4000 exemplaires de ce journal sont distribués gratuitement par des militantEs libertaires, membres ou non de l'organisation. *Cause commune* se veut un tremplin pour les idées anarchistes, en appui aux mouvements de résistance contre les patrons, les proprios et leurs alliés au gouvernement. Vous pouvez soumettre un texte ou nous faire part de vos commentaires en écrivant à journal@causecommune.net. Si le journal vous plaît et que vous voulez aider à le diffuser dans votre milieu, contactez le collectif de l'UCL le plus près de chez-vous.

Contacts locaux de l'UCL:
ucl.stjerome@causecommune.net
ucl.drummondville@causecommune.net
ucl.saguenay@causecommune.net
ucl.sherbrooke@causecommune.net
ucl.quebec@causecommune.net
ucl.montreal@causecommune.net

Ce sont les membres de l'organisation qui paient l'essentiel des frais de *Cause commune*, un peu plus de 500$ par numéro, avec leurs cotisations (entre 1,5% et 3% du salaire). Le reste vient de contributions volontaires et d'activités de financement.

Conflit au Journal de Montréal

Encore des syndiquéEs qui exagèrent?*

Le 24 janvier 2009, Pierre Karl Péladeau, le grand patron de l'empire Quebecor, refusait une fois de plus de négocier avec les travailleurs et les travailleuses du* Journal de Montréal *et leur donnait un lock-out comme seule réponse, témoignant de toute son arrogance.

Ce lock-out après plusieurs mois d'incertitude sur la finalité du conflit entre le Syndicat des travailleurs de l'information du Journal de Montréal (FNC-CSN) et l'employeur, plonge les 253 employéEs du *Journal de Montréal* dans la précarité et l'incertitude quant à leur avenir professionnel. La direction qui réclame des diminutions de salaires et de conditions de travail ainsi qu'une augmentation de la semaine de travail se justifie en parlant des difficultés financières que le *Journal de Montréal* vit actuellement. Ce à quoi le syndicat répond que le journal a produit un profit de 20 millions l'an passé pour un chiffre d'affaire de 200 millions.

La direction a donc réutilisé la même stratégie que celle utilisée lors du lock-out de 16 mois au *Journal de Québec*, l'un des autres journaux poubelles du groupe Quebecor, en utilisant les cadres et possiblement des scabs afin que puisse continuer de se remplir d'insignifiances le *Journal de Montréal*. Les syndiquéEs ont tout de même tenu des votes afin de rejeter les propositions patronales à 99,6% et d'appuyer la grève générale illimitée à 99,4%. En parallèle, ils et elles ont lancé un journal électronique, *Rue Frontenac*, et un appel au boycott populaire du *Journal de Montréal*. Depuis, les appels à la solidarité se sont multipliés dans les médias et sur internet.

En tant que travailleurs et travailleuses, étudiantEs, précaires et sans-emploi, nous ne pouvons que dénoncer la tactique odieuse de l'employeur pour jeter les syndiquéEs à la rue, ce en quoi nous sommes entièrement solidaires avec tous les travailleurs et toutes les travailleuses en lock-out du *Journal de Montréal*.

Le retour du balancier?

Là où nous ne sommes toutefois pas dupes, c'est concernant les arguments avancés par leur syndicat pour dénoncer la direction. Leur président Raynald Leblanc déclarait dans un communiqué de la CSN:

« Mais Pierre K. Péladeau et la direction de Quebecor Media, qui, par le geste insensé qu'ils ont posé la nuit dernière, menacent la pérennité d'une institution de l'information au Québec, trouveront devant lui 253 personnes déterminées à sauvegarder les conditions qui assurent à la population une information de qualité. En agissant de la sorte, le PDG de Quebecor a enterré plus de 45 ans de paix industrielle qui a permis à un empire de se constituer.»

Sans vouloir jouer les trouble-fêtes, il serait important de se questionner sur leur vision de ce qu'est une information de qualité, et en quoi ce journal est une institution de l'information au Québec. Le journal avec le plus gros tirage au Québec, oui évidemment, mais qui dit quantité ne dit pas nécessairement qualité.

En tant que communistes et libertaires, nous luttons sans relâche contre l'exploitation et l'oppression sous toutes ses formes. Beaucoup d'entre nous se sont impliquéEs solidairement dans différentes luttes de travailleurs et de travailleuses (dont l'hôtellerie) et contre la précarisation. Plus souvent qu'autrement nous avons dû affronter la répression policière et la désinformation journalistique. Le tabloïd du *Journal de Montréal* en fait malheureusement partie. Plus souvent qu'à leur tour, les journalistes de l'empire Quebecor ont sombré dans le journalisme de bas étage et dans les éditoriaux d'une triste malhonnêteté pour nous dénoncer et nous discréditer.

Mais ce n'est pas le seul lot des manifestantEs et militantEs que d'être dénoncéEs dans les pages de ce journal. On peut se rappeler la campagne de salissage contre les «paresseux» de cols bleus, celles contre les «riches» éducatrices en garderie ou contre les étudiantEs en grève «qui se plaignent toujours pour rien». Est-ce que les lockoutésEs ont été solidaires? On se rappelle aussi de la campagne diffamatoire qu'ils et elles ont initiée dans le cadre des accommodements raisonnables. Si c'est ça une institution de l'information...

Que l'ensemble des lockoutéEs soient en accord ou non avec les journalistes qui ont mené ces campagnes, ils et elles réclament néanmoins leur part du profit provenant de la vente de cette démagogie journalistique qu'ils et elles ont cautionnée. De l'argent amassé en crachant sur ceux et celles qui à ce moment auraient possiblement eu besoin de soutien et de solidarité plutôt que d'articles mensongers! Paradoxalement, beaucoup des gens qui les appuieront dans leur lutte et qui lisent leur journal font malheureusement partie des groupes sociaux contre lesquels ils et elles écrivent régulièrement: les travailleurs et les travailleuses en lutte, les précaires, les sans logis, les assistéEs sociaux, les jeunes, les étudiantEs, les immigrantEs et les syndiquéEs. Maintenant ils et elles ont l'audace ou l'humilité de demander à la population de les appuyer dans leur lutte afin de continuer à nous fournir de l'information de qualité, selon leurs «critères». Nous en sommes un peu perplexes.

Nous savons que les 253 employéEs en lutte ne sont pas tous et toutes des idéologues populistes qui ne travaillent que pour vendre la ligne idéologique de leur patron, mais malheureusement ils et elles font partie de cet appareil qui sert à endormir et désinformer la masse. CertainEs de ces journalistes, autant que dans tous les médias, réussissent toutefois à être objectifs et honnêtes dans leur travail, mais ce n'est pas le lot de tous et toutes. Par contre, utiliser l'argument que c'est la direction qui impose sa ligne éditoriale en permanence est selon nous, un prétexte fallacieux pour démontrer l'absence de rigueur journalistique de plus en plus flagrante dans les médias d'information au Québec.



Nous souhaitons sincèrement que leur publication électronique ait la prétention journalistique de ressembler à rue89, autant dans sa pertinence que dans son caractère dénonciateur des injustices, ce qui est plutôt rare pour un média de masse. Nous sommes solidaires de leur lutte contre leur employeur, mais nous devons toutefois témoigner de notre mépris envers leur journal et sa fonction idéologique. Paradoxalement aux propos de leur président syndical, les lockoutéEs ont d'ailleurs qualifié de médiocre leur propre journal sur leur nouveau média *Rue Frontenac*.

Leur lutte et la création d'un nouveau média électronique est l'occasion de créer un journal qui permettrait aux autres travailleurs et travailleuses en lutte, aux précaires et aux exploitéEs d'avoir aussi une voix. Ils et elles pourraient pour une fois dénoncer l'exploitation plutôt que d'être les porte-voix des exploiteurs? Cet outil pourrait même demeurer une arme lorsque leur lutte se terminera? On peut en rêver, mais permettez nous d'être sceptiques.

Nous ne pouvons fermer les yeux sur le bilan néfaste de leur journal, c'est pourquoi notre solidarité ne sera que de principe à ce point-ci. En espérant que de les retrouver pour une fois du côté des précaires et des exploitéEs - alors que beaucoup leur seront solidaires - les fera réfléchir à leur fonction et au rôle social néfaste que joue leur journal.

Soyons solidaires de tous et toutes les précaires et des travailleurs et travailleuses en lutte, et boycottons l'empire Quebecor à jamais!

*Le titre de cet article est un petit clin d'œil au style journalistique du journal.

UCL, Suite de la page 2

fédéralisme. Aussi, la forme d'organisation a été modifiée pour tenir compte de la réalité. L'UCL n'est plus une fédération de groupes. Ce sont désormais les individus qui sont membres et qui se réunissent en collectifs locaux. L'organisation repose sur des assemblées générales locales, un conseil fédéral et un congrès annuel.

Relever les défis de la période

Entre les guerres et la crise économique mondiale, le système capitaliste est entré dans une zone de turbulences. Un premier gouvernement est tombé, en Islande, sous la pression populaire. La révolte, qui a éclaté au grand jour en Grèce, couve en de nombreux endroits. Les militant-e-s de l'UCL entendent se donner les moyens pour peser sur les événements.

À court terme, notre plan d'action prévoit des campagnes politiques sur la crise économique et sur l'occupation de l'Afghanistan par les troupes des pays de l'OTAN. Les campagnes d'actions et d'information, bien qu'essentielles, sont toutefois bien insuffisantes dans le contexte. Pour passer de la révolte à la révolution, ça prend une perspective et des objectifs clairs. Voilà qui manque cruellement, tant au mouvement anarchiste qu'aux révoltes qui éclatent ici et là et qui finissent toutes par perdre leur élan, comme on l'a vu à Buenos Aires, Oaxaca ou, plus récemment, Athènes. C'est pourquoi l'autre volet de notre plan d'action vise à une clarification politique, entre autre par l'élaboration d'un manifeste inédit.

N.B.: L'UCL est ouverte à toutes les bonnes volontés : contactez-nous à ucl@causecommune.net. Nous nous engageons à soutenir matériellement et moralement quiconque voudra intégrer un collectif local de l'organisation ou en développer un dans sa ville.

Sur les lignes...

Chronique syndicale

Conflits dans la restauration...

La Rôtisserie au Roi du Coq Rôti

Le 19 juillet 2008, avant même que les employéEs entament des moyens de pression, les proprios de la Rôtisserie Au Roi du Coq-Rôti mettaient les 45 travailleurs et travailleuses en lock-out et depuis, refusent toute négociation. Cette situation est le résultat de plusieurs années de lutte entre les employéEs les plus anciens et anciennes et le power trip des patrons de cette rôtisserie. Quelles sont les demandes des travailleurs et des travailleuses? Obtenir le respect et la reconnaissance de leur travail en augmentant le salaire horaire moyen de 24¢. Pendant ce temps, un mouvement de solidarité se construit dans le quartier contre des restaurateurs qui souhaitent évidemment casser le syndicat et soumettre les travailleurs et les travailleuses.



Histoire d'une rôtisserie

Dans les années 60, la rôtisserie s'installe dans le centre-ville de Sherbrooke et elle devient très vite l'une des plus importantes au Québec... et une vraie institution sociale pour la région. Le propriétaire quitte le business et ses deux fils en héritent. Ils deviennent donc, sans le moindre effort (contrairement aux employéEs), propriétaires d'une rôtisserie qui roule sur sa réputation. Inutile de dire qu'ils sont plusieurs fois millionnaires. Voyant venir les frères Perrault avec leur attitude de confrontation, les employéEs n'hésitèrent pas un instant et décidèrent de s'organiser. En 2001, ils et elles ont voté à 98% en faveur de la syndicalisation en s'affiliant à la CSN. Les nouveaux patrons l'ont mal pris...

Les conditions de travail

Le problème à la rôtisserie vient clairement des propriétaires: vraiment près de leurs cennes et en plus, méchants. Le comptoir n'a jamais été rénové depuis sa création; au risque des livreurs, la mécanique des véhicules de livraison est mal en point; certainEs employéEs y travaillent depuis plus de 40 ans au salaire minimum. Le plus frustrant pour ces exploitéEs est que ceux qui vivent comme des rois grâce à eux et elles les traitent ouvertement comme des moins que rien. Ils n'écoutent jamais ce qu'ils et elles ont à leurs dire et refusent obstinément toutes leurs demandes, aussi modestes soient-elles. En voyant qu'un de leur syndiqué était mort d'une crise cardiaque (avant le lock-out), l'un des deux proprios s'est exclamé "T'as vu? Un problème de moins!" Bref, l'atmosphère de travail est invivable quand le patron rôde.

Ce que les patrons oublient, c'est que le succès de l'entreprise s'est fait entièrement grâce au travail des employéEs: la qualité du service, des produits et de la gestion. La propriété des Perrault leur permet de s'ingérer dans un travail qu'ils ne vivent pas au quotidien, mais dont ils mangent les fruits. C'est pourquoi la population locale du quartier est bel et bien du côté ouvrier dans cette lutte.

Dans une entrevue avec le collectif local de l'UCL, Serge et Robert parlent de leurs conditions de travail et donnent quelques exemples de l'attitude des frères Perrault. Cette interview est disponible en cliquant sur l'affiche de l'émission « La Rage du Peuple » sur le blog: ucl-sherbrooke.blogspot.com

St-Hubert de Drummondville: «les vieilles coûtent trop chers».

Le St-Hubert de Drummondville situé à côté de l'autoroute 20 entre Québec et Montréal, réputé pour être l'un des plus rentables au Québec, se transformera en concept Express. Par le fait même, 57 employéEs travaillant à la salle à manger seront licenciéEs et ce, malgré le fait que certaines employées aient plus de 32 ans d'ancienneté. La raison officielle invoquée est le manque de rentabilité. Le patron va même jusqu'à indiquer que c'est afin de mieux répondre aux besoins de sa clientèle qu'il pose ce geste. Cependant, à l'abri des regards, le patron n'hésite pas à dire qu'il a pris cette décision parce que « les vieilles serveuses coûtent trop chers » et qu'elles sont trop combatives au niveau syndical. À suivre sur ucldrummond.blogspot.com

GRÈVE MAXI : État des lieux

Depuis le 22 octobre 2008, après plus de deux ans sans contrat de travail, 745 syndiquéEs du local 503 des TUAC de l'est du Québec sont en grève. Ces employéEs de la chaîne d'alimentation Maxi travaillent dans 12 établissements différents, ce qui en fait un mouvement de grève majeur. Toutefois, combien d'entre vous ont eu l'opportunité d'en entendre parler via les médias de masse?

Ces dernières années, le domaine de l'alimentation au Québec connaît une sérieuse période de crise. Les entrepôts sont sujets à des coupes draconiennes concernant les conditions de travail, la permanence et le salaire, et le tout se produit aussi dans le commerce au détail. Les patronNEs ont toujours les mêmes menaces aux lèvres : cédez du terrain ou bien allez pointer au chômage. C'est dans ce contexte que les syndiquéEs du 503 se sont lancéEs dans une chaude lutte face à leur employeur.

Dans ce combat de titans, les 745 grévistes tentent de tenir bon. Seule tache au tableau à ce jour : la défection des employéEs du Maxi Charlesbourg, situé sur le boulevard Louis XIV à Québec. Dans ce cas précis, la stratégie de division si fortement préconisée par la direction a pesé lourd dans la balance. Combinez le tout avec les radios poubelles et les médias de masse locaux qui prennent toujours le penchant patronal, en plus d'un beau gros nanane offert à bon nombre des employéEs lors du retour au travail, et vous perdez presque toute solidarité. Malgré tout, le front tient encore et toujours.

Que veut-on?
En quelques mots, les salariéEs des Maxi veulent une chose toute simple : travailler pour une chaîne doit assurer des conditions identiques pour touTEs. Bref, on veut obtenir le même contrat de travail que les gens de Baie-Comeau. Ce contrat s'attaque aux principaux problèmes soulevés par les salariéEs soit la précarité, l'échelle salariale, les horaires, etc. Pour plus de détails, allez au www.tuac503.org.

Il faut comprendre que 60% des employéEs de la chaîne Maxi sont à temps partiel, ont un horaire prévoyant moins de trente heures par semaine, que leur moyenne salariale est de 11$ de l'heure et que certainEs de ces grévistes subissent un gel salarial depuis huit longues années.

Où va-t-on?
Une chose est certaine, vous ne verrez pas vraiment de Maxi fermer définitivement leurs portes. La menace émane de la partie patronale et les salariéEs savent une chose: si un établissement ferme, ce ne sera pas à cause de la grève comme les patronNEs tentent de faire croire, mais bien parce que l'établissement concerné allait fermer ses portes de toute façon et que, dans ce cas précis, ça pourrait servir d'épouvantail pour tenter d'affaiblir le front créé par les syndiquéEs.

Dernière heure: Entente de principe avec Maxi
Nous apprenons au moment d'aller sous presse qu'une entente de principe est intervenue dans la nuit du 16 au 17 février. Le syndicat annonce que l'entente de principe, dont le contenu est encore secret, sera recommandée aux assemblées générales par les délégués syndicaux.

Des nouvelles de La Tuque, en crise...

À La Tuque, on ne sent plus seulement le froid polaire de l'hiver et l'odeur lourde de l'usine de pâtes et papiers à deux pas du centre-ville. Les nouvelles de Smurfit-Stone, l'entreprise américaine qui est propriétaire de l'usine, semblent échauffer bien des esprits, et avec raison. Le 15 janvier dernier, le Wall Street Journal a annoncé que Smurfit-Stone, plus grand propriétaire de forêts privées au Québec, aurait engagé un service de faillite et se dirigerait sous la protection des tribunaux.[1] L'article ayant eu un certain écho dans la ville, le président de la compagnie avait alors refusé de confirmer ou d'infirmer la nouvelle. Le 26 janvier, on apprenait de la bouche du chef de la direction que le recours à la loi de la faillite était bel et bien réel, et qu'il avait pour but de tenter une restructuration. Nécessaire aussi de noter que depuis 3 ans à la Smurfit-Stone de La Tuque, l'effectif de travailleurs et de travailleuses a chuté de 30%.

Cette usine de pâtes et papiers est le plus gros employeur en ville, employant à ce jour un peu moins de 500 employéEs. C'est aussi son principal moteur économique puisque beaucoup d'entreprises et de commerces subsistent grâce à l'usine et ses travailleurs/euses. Advenant une fermeture, les craintes sont grandes que ce pourrait être la fin annoncée de la ville haute-mauricienne. La chose aurait un effet domino, des millions de dollars sont impliqués et une centaine de fournisseurs locaux seraient affectés, explique Marc Rochette.[2] Pour l'instant, les dirigeantEs locaux/ales prennent la menace d'une fermeture avec beaucoup de légèreté, on s'en doute, pour ne pas causer d'affolement dans la population et une possible rupture de la paix sociale. Ils et elles préfèrent nous lire leurs chapelets sur la diversification économique: une bien belle idée, mais les gens ne sont pas dupes sur les réelles possibilités de développement. Alors que beaucoup d'emplois sont menacés, le personnel cadre a reçu son bonus annuel plus tôt que prévu cette année. Le taux de chômage est déjà élevé dans la ville (10% selon le recensement de 2006 de Statistique Canada) et, avec la crise du bois d'oeuvre, les jeunes ont beaucoup de misère à se trouver un emploi stable en Haute-Mauricie.

En fin de semaine, j'ai entendu d'un de mes amis là-bas que l'armée tenait un entraînement militaire «humanitaire» dans la ville, comme la radio locale l'annonçait. Il a d'ailleurs vu un tank sur roue en marche dans la rue en face de chez lui. Il m'a dit qu'une blague courrait dans la ville à l'effet qu'ils (les militaires) seraient là au cas où des émeutes éclataient à la suite d'une annonce de fermeture de l'usine ou d'un licenciement massif. En fait, après vérification, j'ai découvert qu'il s'agissait de 240 militaires du 12e Régiment blindé du Canada qui pratiquaient un exercice de simulation en préparation au Sommet du G8. On pouvait d'ailleurs lire dans Le Nouvelliste du 28 janvier : « Selon le capitaine Nault, ce type d'entraînement est nécessaire pour aguerrir les membres des Forces canadiennes en prévision d'opérations domestiques, c'est-à-dire, au Canada, et ce, en tous climats ».[3] Par coïncidence, le Canada est l'hôte de trois événements politiques d'envergure internationale en 2010 : les Olympiques de Vancouver, le Sommet du G8 à Huntsville, en Ontario, et un sommet du Partenariat pour la Sécurité et la Prospérité. Des contre-sommets s'organisent contre chacun d'eux...

Extrait du tout nouveau blogue du Collectif Emma Goldman: ucl-saguenay.blogspot.com

Notes:
[1] « Smurfit Says Bankruptcy Is Possible Amid Crunch », Wall Street Journal, 15 janvier 2009.

[2] Marc Rochette, « Véritable krach à La Tuque », Le Nouvelliste, 30 janvier 2009.

[3] Marc Rochette, « Un Sommet du G8 bien surveillé… à La Tuque ! », Le Nouvelliste, 28 janvier 2009.



==> Écrivez-nous !
journal@causecommune.net